



*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Développement local et localisations. Les promesses de la troisième révolution industrielle

A. Platier

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Platier A. Développement local et localisations. Les promesses de la troisième révolution industrielle. In: Économie rurale. N°166, 1985. pp. 3-9;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.3136>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1985\\_num\\_166\\_1\\_3136](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_166_1_3136)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

### **Abstract**

Location theory either agricultural or industrial is of little help for local development; it is intended for production units rather than for country planners.

Local development means managing the inheritance of our 36.000 villages and searching for local zones fit for development. Broader studies at the département or regional level bring no answer; France must be observed at the commune level. Small but dynamic boroughs do not require administrative reform to become local development poles. Rural phenomena have already brought about interpenetration between city and country. The third industrial revolution will accelerate this trend by breaking up production processes into sub tasks taking place in different locations. The industrial exodus will empty the factories as the rural exodus had emptied the countryside. Tomorrow's jobs will be elsewhere ; technology, culture, new relations between men should help provide them.

### **Résumé**

Le développement local ne peut guère prendre appui sur les théories économiques de la localisation (agricole ou industrielle) : elles ne sont pas faites pour les aménageurs du territoire, mais pour les responsables des unités de production.

Le développement local, c'est-à-dire la gestion de l'héritage de nos 36.000 villages exige d'abord la recherche des zones locales à développer. Les études faites sur de grands espaces (département ou région) n'apportent aucune réponse: il faut observer la France à l'échelle communale. Les petites agglomérations dynamiques peuvent, sans réforme administrative, devenir des pôles de développement local. La ruralisation a déjà commencé l'interpénétration de la ville et de la campagne. La 3e révolution industrielle accentue l'évolution en faisant éclater la production, possible désormais tâche par tâche en des lieux différents. L'exode industriel vide les usines comme l'exode rural avait vidé les campagnes. L'emploi de demain est donc à chercher ailleurs: technologie, culture, nouveaux systèmes de relations entre les hommes devraient y pourvoir.

## DÉVELOPPEMENT LOCAL ET LOCALISATIONS LES PROMESSES DE LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

André PIATIER\*

### Résumé :

Le développement local ne peut guère prendre appui sur les théories économiques de la localisation (agricole ou industrielle) : elles ne sont pas faites pour les aménageurs du territoire, mais pour les responsables des unités de production.

Le développement local, c'est-à-dire la gestion de l'héritage de nos 36.000 villages exige d'abord la recherche des zones locales à développer. Les études faites sur de grands espaces (département ou région) n'apportent aucune réponse : il faut observer la France à l'échelle communale. Les petites agglomérations dynamiques peuvent, sans réforme administrative, devenir des pôles de développement local. La rurbanisation a déjà commencé l'interpénétration de la ville et de la campagne. La 3e révolution industrielle accentue l'évolution en faisant éclater la production, possible désormais tâche par tâche en des lieux différents. L'exode industriel vide les usines comme l'exode rural avait vidé les campagnes. L'emploi de demain est donc à chercher ailleurs : technologie, culture, nouveaux systèmes de relations entre les hommes devraient y pourvoir.

### Summary :

#### LOCAL DEVELOPMENT AND LOCATION THEORY THE PROMISES OF THE THIRD INDUSTRIAL REVOLUTION

Location theory either agricultural or industrial is of little help for local development ; it is intended for production units rather than for country planners.

Local development means managing the inheritance of our 36.000 villages and searching for local zones fit for development. Broader studies at the departement or regional level bring no answer ; France must be observed at the commune level. Small but dynamic boroughs do not require administrative reform to become local development poles. Rurban phenomenae have already brought about interpenetration between city and country. The third industrial revolution will accelerate this trend by breaking up production processes into sub tasks taking place in different locations. The industrial exodus will empty the factories as the rural exodus had emptied the countryside. Tomorrow's jobs will be elsewhere ; technology, culture, new relations between men should help provide them.

Dans le thème général, la juxtaposition des expressions Espace agricole et Espace rural m'a d'abord persuadé que vous jugiez opportun de rechercher si la campagne qui n'est plus exclusivement consacrée aux activités agricoles, accueillait ou pourrait accueillir autre chose : le rural regroupe alors tout l'extra-urbain, — l'agricole plus autre chose.

L'accent mis sur le développement local me paraît fournir un deuxième groupe de réflexions : la SFER est sans doute fatiguée de voir traiter les problèmes qui l'intéressent dans le cadre de vastes ensembles spatiaux — l'urbain et le rural, ou les différences régionales ou départementales. Je trouve ici un point de rencontre avec mes positions personnelles puisque j'ai toujours défendu l'idée que seules des études, faites à un maillage très fin, permettaient d'aboutir à des solutions opératoires pour l'aménagement du territoire. La vaste enquête réalisée par mon petit centre d'étude, le CETEM, avec le concours décisif de la Fédération Nationale du Crédit Agricole en est la preuve (CETEM-FNCA, 1979).

Quant aux théories de la localisation, elles ne prétendent pas mettre à la disposition des décideurs territoriaux les moyens nécessaires à l'implantation, en un point choisi, d'une activité quelconque. La plupart du temps, la localisation est choisie par les responsables des unités de production, c'est-à-dire des entreprises en fonction des avantages que la localisation fournit à leur activité. Dans l'optique des aménageurs du territoire, c'est l'intérêt local qui est ou devrait être à l'origine du choix de l'activité.

### LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

André Brun énonce ainsi le problème qui m'est confié : « comment gérer l'héritage des 36 000 villages, compte tenu des objectifs habituellement acceptés en matière de mode de vie et de production et compte tenu du contexte économique actuel ? »

Cette excellente formulation a une conséquence importante et inattendue : elle oblige à élargir considérablement la notion de développement.

\* École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) - 54, boulevard Raspail - 75006 Paris.

## Quel développement ?

Le développement tel qu'on l'entend pour le Tiers Monde et, dans les pays industrialisés, pour les régions défavorisées, c'est y installer de nouvelles possibilités de production. Le développement paraît réussi si, statistiquement, le pays (ou la région) produit davantage. C'est supposer que ce « développement agit favorablement sur les producteurs, sur leurs revenus et leur consommation et, en fin de compte, sur leur niveau de vie ».

Cet enchaînement paraît tellement assuré qu'on n'en parle pas. Et on a tort. Les exemples abondent de « développement » sans développement. Je retiendrai seulement ici celui de la Sicile. Dans une thèse récente, Francesco Maletto a montré que les progrès incontestables, enregistrés statistiquement, n'ont pas de sens au niveau régional sicilien. Certes, de nombreuses grandes entreprises ont été créées et fonctionnent bien. Mais leurs équipements et leurs inputs (matières premières) viennent du dehors. Leur production va au dehors (Italie et pays étrangers). Une partie de leur personnel a été importée. Les petites industries locales et l'artisanat périclitent. Leur niveau de vie est stagnant. L'Italie y a peut-être gagné quelque chose, mais pas la Sicile.

## Les deux images de l'espace rural

Elles semblent s'opposer alors qu'elles sont plus ou moins complémentaires. La première image est celle d'un monde relativement attardé, isolé, ne disposant ni des commodités de l'existence, ni des possibilités de production autres qu'agricoles, les activités rurales étant liées à la vie agricole. Le jugement le plus excessif voit en lui une survivance des temps les plus reculés, avec des procédés archaïques, une productivité faible et un revenu bas.

La deuxième image est très optimiste. L'espace rural abrite une agriculture dont pendant les 30 années fastes d'après-guerre, la productivité a grandi plus vite que celle de l'industrie. On y est au contact de la nature — on y est à l'opposé du métro-boulot-dodo des espaces urbains. Le niveau de vie rural s'est élevé, mais pas de façon égale partout. La vue idéalisée des campagnes n'est pas seulement celle des marginaux partis dans la campagne pour élever des chèvres, faire du tissage ou de la poterie. Elle émane aussi de tous ceux, nombreux, qui ont ou qui rêvent d'une résidence secondaire, qui passent leurs vacances et leurs temps de loisirs au contact de la nature.

Ce qui a été appelé la rurbanisation indique une forte tendance à l'éclatement des villes en milieu rural. A la limite, ce milieu rural est menacé dans certaines zones où il tend à disparaître au profit d'un peuplement hybride, semi-urbain.

La notion d'espace rural à développer est donc incertaine. Il faut à la fois déterminer la dimension des espaces à développer et examiner leur contenu.

## Quelle dimension ?

Le développement rural n'est pas le développement de n'importe quel espace. Nous avons à traiter du développement local. Certes le mot est ambigu : utilisé pour désigner les collectivités territoriales, il regroupe tout ce qui n'est pas l'État : région, département et communes sont des collectivités locales.

Il est nécessaire, ici, de recourir à une définition plus limitée : c'est un petit espace rural qu'en première approximation on assimilera à la commune rurale ou à un groupe de communes.

Une deuxième approximation est fournie par la notion de pays qui a eu son heure de célébrité. De nombreux « pays » ont été dessinés et des contrats de pays ont été signés qui devraient donner aux intéressés les moyens d'un développement rapide et harmonieux. Dans l'abondante littérature que je viens de consulter, je n'ai pas trouvé de travaux récents faisant le bilan de cette expérience des « pays ». La mode serait-elle passée ? Les résultats seraient-ils inférieurs aux espérances ? D'autres que moi pourront le dire avec plus de compétence. Mais la question est d'importance car s'il y a eu échec ou désillusion, l'effort actuel de développement local ne serait qu'une relance : il lui faudrait une analyse détaillée des expériences des pays, ne serait-ce que pour éviter les difficultés déjà rencontrées.

## LE REPÉRAGE DES ZONES LOCALES A DÉVELOPPER

Il semble qu'on puisse opposer deux approches bien différentes : une méthode globale fondée sur l'examen de critères de ruralité appartenant à de grandes unités territoriales — le département ou la région — d'une part, et une méthode fine, s'appuyant sur des données communales, la commune étant l'unité territoriale la plus petite sur laquelle on dispose d'éléments statistiques (recensement démographique, inventaire communal) ou de résultats d'enquêtes.

### La méthode globale

Elle a été choisie par la DATAR qui, à la fin des années 1970, a fait réaliser diverses études pour détecter les zones fragiles en France. C'est sous ce titre que la SEDES a réalisé en 1978 une étude proposant d'abord une typologie de ces zones et ensuite des scénarios d'évolution grâce auxquels elle espère présenter ce que « pourraient être les données de chacun des types de région » (SEDES, 1978).

Les raisons du choix d'un niveau régional ou départemental d'analyse ne sont guère convaincantes (différenciation des zones « à une échelle moyenne susceptible de montrer des découpages » pertinents et simples, découpage administratif correspondant à un échelon de décision, traitement homogène des données pour l'ensemble du territoire). Aucune de ces considérations n'est liée à l'objectif poursuivi ; il n'y a là qu'un argument de commodité car les statistiques départementales sont facilement accessibles.

Ainsi donc à l'échelon départemental, la SEDES a sélectionné les variables : Densités rurales des communes en dehors des ZPIU, Taux de décroissance des communes rurales depuis 1962, Pourcentage d'activité agricole, Pourcentage d'activité industrielle, Pourcentage d'activité tertiaire, Salaire moyen régional, Revenu brut d'exploitation par actif, Surface moyenne par exploitation agricole, Encours de prêts d'équipement agricole à l'ha, Nombre de villes de plus de 10 000 habitants par km<sup>2</sup>.

Une analyse rapide des résultats peut montrer s'ils sont utiles ou non à une politique de développement local.

La SEDES, après traitement multicritère (méthode des nuées dynamiques), obtient une typologie en 6 groupes

départementaux : 3 groupes à « évolution favorable apparente » (45 départements) et 3 groupes « fragiles » (52 départements).

Dans cette dernière zone, le cas le plus préoccupant est uniquement celui de la Lozère qui est ainsi décrite : « la densité des communes rurales intérieures est de 9 habitants au km<sup>2</sup> ; seule une ville (Mende) dépasse 10 000 habitants ; le pourcentage d'actifs agricoles est 3 fois plus élevé, leurs revenus 2 fois plus petits que la moyenne nationale. Les emplois industriels sont rares et peu payés » ; en démographie, le « mouvement naturel est devenu négatif et la migration extérieure importante ». La conclusion globale est que la Lozère est un département dévitalisé.

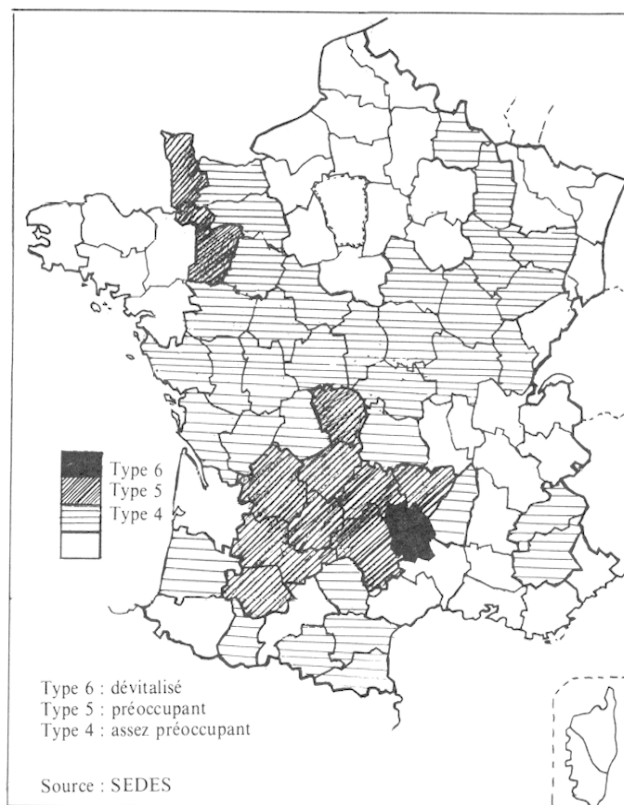
Je ferai seulement 2 remarques rapides : la Lozère a-t-elle connu de la vitalité depuis le néolithique ? La situation difficile de ce département n'est-elle pas due surtout à une insuffisance de l'infrastructure urbaine ? Voilà longtemps que je lutte pour l'idée que l'espace rural est indissociable de centres urbains qui d'une part le fécondent et d'autre part consomment, transforment ou distribuent leurs productions. La première grande distinction à faire est entre les centres urbains liés au monde rural et les centres urbains étrangers au monde rural.

Après la Lozère, un groupe de 13 départements est également préoccupant : la forte décroissance de leurs communes rurales (mouvement naturel négatif et exode) va de pair avec une faible activité industrielle et un encadrement urbain lâche. Il s'agit d'un bloc Massif-Central-Sud-Ouest (départements côtiers exclus) plus Manche et Mayenne.

Enfin 35 départements « assez préoccupants » forment un grand Y sur la carte de France, du Roussillon aux Ardennes vers l'Est, et de l'Orne au Calvados vers l'Ouest.

On notera la masse de cette dernière catégorie (plus du tiers du nombre des départements, 40 % de la population hors ZPIU, 22 % de la population totale). L'étude reconnaît que plusieurs départements préoccupants (par exemple Doubs, Drôme, Hérault, Loire) sont assez proches de départements classés en évolution favorable (Pas-de-Calais, Pyrénées-Atlantiques, Alpes-Maritimes et Drôme) — ce qui enlève beaucoup d'intérêt à cet essai de classification.

La carte ci-contre donne les 3 catégories de départements préoccupants. On voit que la Bretagne en est brillamment sortie, comme le Vaucluse d'ailleurs : leur spécialisation agricole, le développement des industries agro-alimentaires, expliquent l'évolution favorable autant que la croissance des emplois industriels et tertiaires... dans les villes. Pour ces derniers exemples, on retiendra que la SEDES a bien fait ressortir l'évolution remarquable de l'agriculture en Bretagne et en Vaucluse — mais qu'elle est incapable de signaler l'existence de poches de sous-développement dans ces départements, poches qui sont l'objet même de toute recherche sur le développement local. Ces poches sont probablement plus nombreuses dans les catégories de départements à évolution préoccupante que dans les autres. On peut même se demander si la crise industrielle (Moselle, Meurthe-et-Moselle, Nord, Pas-de-Calais) n'a pas fait basculer de nouveaux départements dans le bloc préoccupant. Il faut donc trouver autre chose.



**Carte 1 — Les zones fragiles**  
(les trois catégories de départements préoccupants).

Une méthode plus fine doit aborder notre problème avec **des données communales**. Elles existent à l'INSEE et dans certaines enquêtes dont la plus générale est celle du CETEM-FNCA : on y a étudié, avec un questionnaire très détaillé, les 36 908 communes de moins de 20 000 habitants (CETEM-FNCA, 1979).

L'exploitation informatique de cette enquête a porté d'abord sur la partition rural-urbain, sur les critères de ruralité et la vitalité des agglomérations liées au monde rural.

Une des conclusions importantes de cette recherche est que la vitalité et le rôle économique des agglomérations sont indépendants de leur taille : plusieurs centaines de communes dynamiques, attirantes, stimulant le milieu rural, ont moins de 2 000 habitants.

Plus de 3 000 communes sont dépendantes et sont dépourvues d'équipement notable tant pour le commerce, les services, la santé, l'administration, que pour les loisirs. Il y a aussi quelques villes sans équipement (satellites de métropoles, villes purement industrielles sans contact notable avec le milieu rural environnant).

Pour détecter les zones dans lesquelles se pose un problème de développement local, des opérations successives de filtrage sont possibles.

1 - Le fichier de départ serait constitué par l'ensemble des communes dépendantes qui ne sont pas des satellites urbains (communes dortoir) : lors de l'enquête, elles étaient au nombre de 30 785 (dont 1 792 dépourvues de tout).

2 - Les communes dépendantes, proches d'un centre actif, pourraient être considérées comme participant à un espace local relativement riche. On peut en dresser plusieurs listes en fonction d'un coefficient d'intensité de la relation (qui a été calculé). Il serait aussi possible d'étudier ce qui se passe hors des zones de polarisation des communes actives.

Il y a environ 2 700 véritables pôles: ces communes polarisent des communes rurales passives (probablement plus de 10 000 au minimum et 20 à 25 000 au maximum). Le nombre des communes à étudier serait, dans différentes hypothèses, de l'ordre de 5 000 à 20 000. L'étude de leurs proximités géographiques et la vitalité de leur centre urbain feraient ressortir les poches de sous-développement.

3 - A ces communes, ou, si on le préfère, à l'ensemble des 36 908 communes étudiées, on pourrait appliquer la méthode SEDES, mais en utilisant un plus grand nombre de variables: l'enquête CETEM-FNCA permettrait par exemple de faire des profils communaux avec une vingtaine de critères:

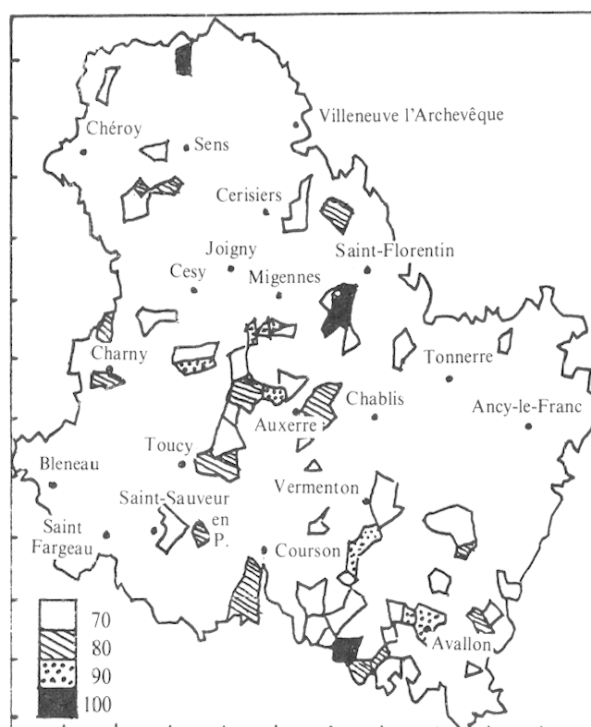
Répartition de la population active, Vocation de la commune (jugement global), Activités non agricoles (en % de la population de la commune), Nombre des adultes ayant un emploi et nombre des actifs potentiels, Variation de la population 1965-1975, Catégories de personnes nouvellement installées (depuis 5 ans), Produit moyen brut à l'hectare, Répartition des exploitations agricoles par taille, Principales productions agricoles et industrielles, Mode d'écoulement des produits agricoles, Équipement de la commune (commerces-services-éducation-santé, etc.), Attraction exercée sur les habitants, par d'autres communes — globalement et pour chacune des rubriques précédentes, Migrations de travail (entrées et sorties), Exode rural, Travail saisonnier, Systèmes de transport, Revenus et épargne de la commune.

4 - Si l'analyse multicritère est faite avec ces variables (ou certaines d'entre elles) il serait possible d'en rapprocher les résultats, de la typologie CETEM sur le dynamisme des communes (force attractive ou dépendance).

5 - Des indicateurs complémentaires, obtenus par l'enquête, pourraient encore enrichir le tableau du sous-développement rural, par exemple le nombre des célibataires (inférieur à la normale - normal - supérieur à la normale) et les exploitations agricoles sans successeurs. La combinaison de ces indicateurs, auxquels pourraient s'ajouter le revenu brut à l'hectare et l'exode rural de l'énumération précédente, pourrait fournir un tableau simplifié des zones de sous-développement local.

La carte ci-après reproduit les 4 plus fortes intensités d'exploitations sans successeur dans l'Yonne (cartographie automatique). Les principales agglomérations du département ont été indiquées. La répartition des communes les plus touchées semble obéir à 2 critères:

- situations interstitielles, c'est-à-dire en dehors de la zone de vitalisation d'un pôle,
- proximité d'une agglomération (Auxerre-Avallon) dépeuplant l'espace rural environnant.



Carte 2 — Les 4 plus fortes intensités d'exploitations sans successeur, dans l'Yonne.

Ainsi, la ville peut avoir des effets inverses, bénéfiques si ses activités sont tournées vers les échanges avec l'espace rural environnant, — défavorable si certaines de ces activités sont étrangères à ce système de relations: une étude plus détaillée s'impose alors.

Le repérage des zones de sous-développement local étant fait ou montré comme possible, reste à savoir quelles solutions peuvent être envisagées.

### UNE VUE COMPLÈTE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Elle est indispensable pour une organisation efficace du développement local. **L'aménagement du territoire ne peut plus être envisagé par tranches** comme on l'a connu en France avec d'abord un effort pour dégonfler Paris, ensuite pour créer des métropoles régionales, plus tard pour développer les villes moyennes et enfin pour imaginer les pays.

Chaque tranche d'action était suggérée par la transformation d'études sérieuses en mythes. L'amoindrissement de Paris a suivi la publication du fameux «Paris et le désert français» de Gravier. L'attention donnée aux métropoles régionales a grandi quand on s'est aperçu qu'il ne s'agissait pas seulement de vider Paris — mais qu'il fallait aussi organiser des points d'accueil. Les villes moyennes sont devenues à la mode quand on s'est aperçu que les métropoles allaient être des petits Paris et qu'on pourrait bientôt parler des métropoles et des déserts régionaux, etc.

Que l'action en faveur des pays ait réussi ou échoué (mais le silence qui l'entoure rend plausible la 2e hypo-



thèse), on admet aujourd'hui qu'il y a à faire dans des micro-territoires. Roger Bêteille vient d'écrire « La France du vide » (Éd. Litec). Tout en souhaitant sincèrement le succès de ce livre, j'espère qu'on n'en fera pas un nouveau mythe, symétrique du mythe Gravier.

Il est indispensable d'avoir une vue exhaustive du territoire, d'articuler villes et campagnes, de lier leur développement. La Lozère, on l'a vu, souffre autant du manque d'agglomérations dynamiques et hiérarchisées que de la pauvreté de son tissu rural.

### **De la poussière des communes aux communes centres**

La carte des communes de France montre un découpage du territoire en petites unités correspondant à la combinaison optimale des facteurs de production (homme, sol, outil) au néolithique. Bon nombre de communes n'ont plus la moindre signification économique. Pour des raisons qui ne peuvent être évoquées ici, le regroupement des communes ne s'est pas effectué à l'échelle du possible — et encore moins du souhaitable.

La mécanisation agricole, l'effondrement de la population active agricole (de 70 à 80 % de la population active totale dans les pays les moins développés, encore proches de la situation néolithique, à moins de 5 % dans les pays industrialisés), les progrès des moyens de transport et leur large diffusion changent les conditions d'occupation du territoire. Faire 15 km entre un village et une bourgade coûte moins de temps et d'effort que dans Paris, le déplacement en métro de la Place d'Italie au Châtelet.

Il est inutile d'attendre une réforme administrative et politique pour tenter une structuration économique avec des communes centres. Sur un quadrilatère de 1 000 km de côté, il n'y a que 1 500 carrés de 20 km de côté — ce qui donne une distance maxima de 14 km entre les points les plus éloignés et le centre. La France ne remplit pas ce quadrilatère théorique et les accidents du relief ne répartissent pas de façon aussi régulière les centres d'activité. C'est pourquoi les 2 500 à 3 000 pôles « actifs » décelés précédemment paraissent suffisants pour une organisation harmonieuse de l'espace.

### **L'habitat réparti**

Dans un espace ainsi conçu, on peut dire que la totalité du territoire est à la fois rurale et urbaine. De nombreux auteurs ont décrit sous différents vocables l'explosion de la ville mais c'est l'expression « rurbanisation » qui a connu le plus de succès. Aujourd'hui j'irai plus loin en affirmant que tout individu urbain peut résider soit dans le pôle, soit dans son environnement. Il en est de même pour tout rural et pour tout cultivateur. L'existence de 30 000 communes passives permettrait de fixer la population en quelques points, d'éviter l'éparpillement de l'habitat dans la nature et aussi d'utiliser au mieux le foncier bâti déjà existant. La première vague des résidences secondaires, après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, avait déjà permis de rentabiliser l'équipement en eau, électricité, viabilité, fait auparavant et inutilisé du fait de l'exode rural. Même si l'augmentation du nombre de résidences secondaires a été ralenti par la crise, elle devrait se poursuivre, au moins pour les habitants des très grandes villes et de leurs banlieues urbanisées.

Le problème ville/campagne n'est plus un problème statique d'implantation ; il sera réglé par un mouvement régulier, quotidien, hebdomadaire ou saisonnier, dans les deux sens, ce qu'on appelait entre ville et campagne.

Le vieillissement de la population française peut jouer aussi un certain rôle, le temps libre des urbains âgés pouvant encourager des activités bénévoles, plus fréquentes à la campagne et donc des installations de longue durée ou définitives en dehors des villes. Pour les jeunes, le ramassage scolaire qui draine les ruraux vers les centres scolaires des agglomérations pourrait, en sens inverse, régénérer des écoles rurales avec des enfants des villes. Les classes de plein air, de neige, etc. pourraient devenir plus systématiques.

### **Le milieu naturel**

Si l'environnement est devenu une préoccupation majeure des sociétés industrielles, tout ou presque tout reste à faire concrètement. Jusqu'ici la terre était seulement un facteur de la production agricole marchande pour les économistes. Mais on s'aperçoit qu'elle est aussi un facteur encore non marchand qui concerne le maintien et l'enrichissement du milieu naturel. Quand on aura déterminé les tâches à accomplir, créé les emplois, dégagé les crédits, le milieu naturel entrera dans la sphère macro-économique de calcul.

## **LES ACTIVITÉS ET LEUR LOCALISATION**

C'est sur cette structure territoriale qui vient d'être suggérée que les problèmes de développement local pourront être examinés. Après repérage des zones les plus critiques, il reste à produire — et à utiliser — l'espace rural pour vivifier les unités productives ou en créer.

### **L'obsolescence des théories de la localisation**

Pour ces actions sur la production, la première idée serait de recourir aux théories de la localisation. Malheureusement, elles semblent toutes devenues inutilisables.

Pour la localisation des productions agricoles, la référence à la théorie ricardienne de l'avantage comparatif paraît dérisoire. Elle serait — peut-être — encore un peu éclairante au niveau des échanges internationaux. Mais ces échanges ne portent que sur de très faibles pourcentages des productions ; le surplus national exportable est déterminé par des considérations multiples, souvent extra-économiques, qui ne permettent plus la moindre relation avec les productions locales initiales : les politiques supra-nationales, la braderie exportatrice aux frais des contribuables, les monopoles et les guerres pour certains produits (aliments du bétail), enlèvent toute valeur aux confrontations de prix, intérieurs ou extérieurs.

La théorie de Von Thünen sur la répartition des cultures autour d'une ville est également hors d'usage. Elle avait été élaborée à l'époque de la traction animale. Les transports ferroviaires et routiers, le tracteur, etc., ont modifié le contexte. Les banlieues ont fait disparaître les cultures maraîchères péri-urbaines. Au 19<sup>e</sup> siècle, le chemin de fer avait déjà réalisé des péréquations interrégionales pour de nombreux produits — ce qui a allongé partout la période de consommation par exemple de la pomme de terre,



consommée partout sur 12 mois vers la fin du siècle. Au 20<sup>e</sup> siècle, l'abaissement du coût des transports de masse et la part relativement plus faible du transport dans le prix de revient final multiplie les sources d'approvisionnement (haricots verts de Midi-Pyrénées, du Portugal ou du Congo). Enfin, la différence de prix entre le produit primeur et le produit offert en grande quantité quelque temps plus tard, déplace et éloigne les centres de production qui bénéficient d'une nouvelle rente. Par exemple, le détournement de la Durance et l'irrigation de la région de Salon a donné un avantage à cette zone productrice (salades et légumes divers) qui bénéficie des prix élevés de début de saison. La production de Cavaillon qui arrive maintenant en pleine saison a perdu l'avantage de prix élevés.

On pourrait multiplier les exemples. Aucune théorie ne peut décrire le nomadisme du maïs passé en moins de 30 ans des confins pyrénéens aux pays du Nord. Les théories de la localisation industrielle ont perdu tout intérêt en tant qu'outil de portée générale. Elles sont remplacées par une amélioration sensible des techniques de management et du calcul micro-économique. Parmi les nombreux exemples possibles, on peut retenir celui des raffineries de pétrole dont la première génération était en bord de mer, la deuxième à l'intérieur des terres et la troisième de nouveau sur les côtes.

#### **Les possibilités agricoles pour le développement local**

Elles ont été fort bien décrites par Claude Laurent (Laurent, 1983). Je ne le reprendrai ici que sous une forme très synthétique : progrès dans la fertilisation, le drainage et l'irrigation, dans le machinisme agricole, l'agrométéorologie, dans le domaine sanitaire, dans l'amélioration des semences et des espèces animales, dans la transformation agro-alimentaire et dans l'organisation des productions. Tout cela pourra avoir des impacts favorables ; mais il est probable que l'agriculture des zones les plus riches en bénéficiera plus et plus vite que celle des zones arriérées.

Cependant, la meilleure chance pour les développements locaux les plus urgents, c'est probablement de rechercher les spécialisations nouvelles possibles combinées aux améliorations ou aux nouvelles conditions d'emploi des sols : l'exemple breton peut probablement servir puisque sur des terres considérées jusqu'ici comme peu fertiles, des rendements record sont obtenus. Celui de la Champagne pouilleuse devenue région riche, celui du Vaucluse (arboriculture) aussi.

De plus, comme en Bretagne, des activités de production pour lesquelles le facteur sol est devenu secondaire peuvent se révéler fructueuses. Mais il faudra chercher autre chose que les productions avicoles qui ont peut-être déjà dépassé — dans le contexte actuel — leur optimum.

#### **Un pari sur l'industrie ?**

Même si on ne peut pas implanter n'importe quoi n'importe où, il semble que les industries les plus modernes ont de moins en moins de localisations déterminées. C'est une chance pour la campagne. Mais dans l'espace rural sous-développé, toute nouvelle industrie à la campagne devra « importer » également sa main d'œuvre.

Il est vrai aussi que les entreprises de demain occuperont de moins en moins de personnes. L'automatisation et la robotisation débouchent sur l'exode industriel, tout à fait analogue à l'exode rural.

L'exode industriel américain est déjà largement entamé : il a commencé vers 1945 ; la période de grande croissance ne l'a pas enrayé et la population industrielle s'est réduite : de 40 % à un peu plus de 20 % de la population active (Porat, Piatier, 1981).

En France, la grande croissance a continué à faire progresser les emplois industriels qui n'ont commencé à décliner qu'à partir de 1974. La décrue des effectifs risque de s'accélérer mais, en tout état de cause, c'est entre 2 000 et 2050 que l'exode industriel aura terminé sa course : à ce moment-là, l'agriculture et l'industrie emploieront-elles chacune 5 % de la population active ? C'est probable. Et les 90 % de la population devront faire autre chose ou rien. Autre chose serait mieux que rien. Et le néotertiaire, scientifique et culturel, qui accompagnera la nouvelle révolution industrielle aura un potentiel d'emploi que le tertiaire commercial ou administratif n'a plus (à moins d'inventer de nouvelles actions correspondant à de nouveaux besoins ou aspirations). Ce néotertiaire sera localisable dans les zones actuellement attardées, à condition qu'il soit accompagné d'équipements complémentaires sanitaires, socioculturels, de télécommunication, etc.

Sophia Antipolis sera, demain, reproductible à des dizaines d'exemplaires ; pourquoi pas en différents points du Massif Central ?

L'INRA, le Commissariat à l'Énergie Atomique et bon nombre d'institutions pourraient avoir une politique analogue. L'armée qui a inquiété les populations (camp du Larzac - Coetquidan) avait soulevé moins de vagues avec les fusées du plateau d'Albion. Elle calmerait les esprits en complétant ses implantations d'exercice par des implantations scientifiques ou techniques.

#### **L'APPORT DE LA 3<sup>e</sup> RÉVOLUTION INDUSTRIELLE EN MONDE RURAL**

Jusqu'ici nous n'en avons vu analytiquement que quelques aspects (retombées sur l'agriculture et l'agro-alimentaire - exode industriel). Il est indispensable pour conclure, c'est-à-dire pour évaluer les chances à long terme, de prendre une vue plus globale des profonds changements actuels. Comme j'ai pu le décrire en d'autres lieux (Piatier, 1981 ; 1984), nous vivons actuellement la 3<sup>e</sup> révolution industrielle. Elle vient après celle du 19<sup>e</sup> siècle apportant en grappe le charbon, l'acier, le chemin de fer, le textile naturel, la chimie minérale. Et après la 2<sup>e</sup> révolution : pétrole, moteur à explosion, automobile, aviation, textiles synthétiques, chimie organique, etc.

La 3<sup>e</sup> révolution industrielle a déjà commencé. Elle apporte, comme les précédentes, des énergies nouvelles (nucléaire, et demain l'hydrogène et la biomasse), des moyens de transports nouveaux (télécommunications, télématique, vidéo), le transport des idées s'amplifiant après le transport des hommes et des biens. La fusée et le satellite s'inscrivent aussi dans cette rubrique.

L'électronique (et toutes ses applications: robotique, productique, télématique, bureautique, etc.) et les biotechnologies feront le reste. Je suis surpris de constater que la plupart des spécialistes du monde rural parlent plus des innovations électroniques que de celles des biotechnologies. C'est probablement parce que les premières sont parvenues à un stade d'application plus avancé. Je suis persuadé qu'il faut dès maintenant les placer sur le même plan — et lier les perspectives qu'elles offrent.

Les révolutions industrielles précédentes ont apporté un multiplicateur de la force musculaire de l'homme et des animaux. La révolution actuelle apporte un multiplicateur des cerveaux: l'intelligence artificielle ignore la différence entre la ville et la campagne; il lui suffit d'être liée au reste du monde par un réseau télématique. Elle est aussi multiplication de la vie (culture cellulaire) et transformation de la vie (génie génétique). Les biotechnologies et l'agriculture qui ne sont guère évoquées par les spécialistes ouvrent de nouvelles perspectives, tant de création de nouvelles espèces susceptibles de se développer sur des sols considérés jusqu'ici comme improductifs que de nouvelles productions cellulaires.

1 - Le clonage bouleverse et bouleversera plus encore les rapports de l'homme et de la terre: l'exemple des roses (produites à l'identique en énormes quantités chez Delbard-Moët-Hennessy qui viennent d'acquiescer plus de 10 000 points de vente aux États-Unis) est reproductible dans de nombreux autres domaines de production: la production cesse-t-elle d'être agricole? Je ne me prononcerai pas sur cette question: il me suffit qu'elle soit décentralisable dans des zones locales.

2 - Une agriculture moderne qui a réussi, est aujourd'hui une agriculture en surproduction puisque les producteurs, ayant éliminé les risques de pénurie, couvrent les besoins même avec les résultats de leur plus mauvaise année. Les biotechnologies et l'électronique aideront à régulariser les rendements et donc à faire disparaître toutes les crises de surproduction.

3 - Les biotechnologies (et notamment les procédés de protéinisation) devraient ramener en France, des aliments actuellement importés massivement (substitutions à trouver au soja — ou création d'espèces de soja utilisable sur nos sols).

Des productions nouvelles sont donc possibles et peuvent contribuer à l'exploitation de sols abandonnés ou peu rentables. L'évolution dans ce sens peut aller encore

plus loin: en effet, les biotechnologies vont à la fois lier et transformer profondément l'agroalimentaire, la chimie, l'industrie pharmaceutique, l'énergie... et l'agriculture elle-même, dont les débouchés seront vertigineusement accrus.

4 - La biomasse, par l'importance et la diversité de ses emplois, par la souplesse de ses transformations (permettant de faire tout avec n'importe quoi), par la variété de ses sources (culture - élevage - clonage) pourra occuper le maximum d'espace — y compris celui des zones localement arriérées. Après une période de surabondance d'espace (si on tient compte des terres abandonnées), une période de plein emploi des capacités productives risque-t-elle de venir? C'est probable.

La production à des fins énergétiques, sous des formes liquides et gazeuses, prendra des formes multiples: racines, tubercules, éléments cellulaires innombrables sont déjà en compétition au stade de la recherche-développement.

5 - Mais, et c'est aussi important, l'électronique et tous ses dérivés, de l'informatique à la télématique, bureautique, productique, etc. rétrécit l'espace sur lequel nous vivons et elle diminue le coût de la communication qui (sauf impôt du style taxe téléphonique...) tendra vers zéro. Des conséquences opposées peuvent affecter les modes de vie et les modes de production. Le mode de production va éclater et des tâches exécutées autrefois en proximité étroite s'effectueront à distance — et instantanément. L'interpénétration des villes et des campagnes s'accroîtra sans pour autant effacer les spécificités du monde rural. Et le village, la petite communauté, reprendra toute son importance: on y retrouvera la convivialité perdue depuis longtemps et les rapports humains plus chaleureux. Il faut aussi apprendre à utiliser les nouveaux outils: peu à peu le gavage des cerveaux, la communication à sens unique vers le «consommateur» isolé, fera place à une relation interactive: l'esprit de la petite communauté s'étendra, les barrières linguistiques tomberont, et c'est le monde entier qui deviendra notre village.

Encore 5 à 10 ans de transition difficile et si aucun accident économique ou extraéconomique ne survient (effondrement de la production après modernisation manquée - ou guerre), une longue période de prospérité nouvelle sera prévisible. Laissons à nos successeurs la découverte et la gestion de la prochaine grande crise qui aura probablement lieu entre la fin du premier tiers et la moitié du 21<sup>e</sup> siècle.

#### BIBLIOGRAPHIE

CETEM-FNCA (1979). - Enquête sur la ruralité et les relations ville-campagne 1975-1976. Présentation générale dans un ouvrage collectif dirigé par A. Piatier: Radioscopie des Communes de France - Economica, 1979.

CHASSAGNE M.E. (1980). - L'agriculture et son espace dans une société post-industrielle. *Économie Rurale*, n° 140, nov.-déc. 1980.

GUIGOU J.L. (1972). - Théories économiques et transformations de l'espace agricole, 2 vol., Gauthier Villard, 1972.

LAURENT C. (1983). - Les innovations porteuses d'avenir. *Économie Rurale*, n° 158, nov.-déc. 1983.

MALECKI E. (1983). - Technology and Regional Development, A. Survey. *International Regional Science Review*, Vol. 8, n°2, 1983.

MORAN P. (1966). - L'analyse spatiale en Sciences Économiques, Paris 1966.

PIATIER A. (1981 a). - La structuration du territoire, Conditions du développement endogène. Wien, Club de Genève, UNIDO, 15 juillet 1981.

PIATIER A. (1981 b). - Décentralisation et Pouvoir. Premier

chapitre du livre collectif: Les interventions économiques des collectivités locales. LITEC Paris, 1981.

PIATIER A. (1981 c). - Innovation, Information, Long Terme. *Economic Growth, Futures*. London, octobre 1981.

PIATIER A. (1984 a). - Postface à l'ouvrage collectif sur la décentralisation (sous la direction de J.C. Perrin, LITEC, Paris, 1984).

PIATIER A. (1984 b). - L'innovation dans l'industrie: les enseignements de quelques enquêtes. Centre de Prospective et d'Évaluation, Paris, mai 1984.

PONSARD C. (1955). - Économie et Espace-Essai d'intégration du facteur spatial dans l'analyse économique. Paris, 1955.

PORAT M. (1981). - Répartition de la population active américaine depuis 1860. Graphique. In: Piatier, 1981 c.

SEDES (1978). - Les zones fragiles en France. Étude réalisée pour la DATAR, octobre 1978.

WIBBERLEY G. (1982). - Agricultures fortes mais économies localement faibles. *Économie Rurale* n°s 150-151, juillet-septembre 1982.